

Partie EDUCATION

Fenêtre A

Avec le succès de la grève du 20 novembre, alors que les élèves, les parents s'y mettaient avec force et dans la durée, alors surtout que l'enseignement supérieur et la Recherche entamaient une grève remarquable et porteuse d'avenir, la FSU, à cause notamment des réticences de ses principaux syndicats enseignants, s'est avérée incapable de construire le rapport de forces et de faire converger les luttes, ce qui aurait permis au printemps 2009 de donner un coup d'arrêt à la politique gouvernementale dans l'éducation.

Comme au niveau interprofessionnel où un immense sentiment de gâchis prédomine, c'est bien le refus de combattre frontalement ce gouvernement pour obtenir satisfaction sur des revendications communes et urgentes qui a fait défaut et que l'on risque de payer lourdement.

Fenêtre B

Après le passage en force sur le SMA (service minimum d'accueil dans les écoles), le succès de la grève du 20 novembre 2008, venant après la réussite de la manifestation du 19 octobre – dans lesquels la FSU a joué un rôle déterminant – s'est heurtée à un mépris affiché du ministre X. Darcos. Mais ce succès combiné avec la montée en puissance des mobilisations lycéennes l'a contraint à de premières concessions, par exemple sur les lycées, les RASED et la maternelle. Le gouvernement n'a cependant pas cédé sur les suppressions de postes ni sur le fond de sa politique.

C'est dans le cadre des journées interprofessionnelles de janvier et mars 2009 à l'appel d'une large intersyndicale que les personnels de l'éducation se sont à nouveau fortement mobilisés. La mobilisation dans l'Université et la Recherche, qui se poursuivait depuis des semaines a pris à l'occasion de la mobilisation interprofessionnelle une dimension exceptionnelle et une dynamique propre. La FSU et ses syndicats ont cherché à organiser les convergences, notamment en appelant à participer aux manifestations du supérieur, sans pour autant réussir à ce que les personnels des autres secteurs s'engagent réellement, le mouvement des universités n'étant sans doute pas suffisamment perçu comme convergent avec leurs propres préoccupations professionnelles.

Partie FORMATION

Fenêtre A

Dans ces groupes, la FSU et ses syndicats ont porté des positions convergentes avec cependant un point de divergence, la place du concours par rapport au master. Cette divergence est liée notamment à la culture et à l'histoire professionnelles différentes des divers corps, faisant se croiser des enjeux transversaux pour la fédération. Et le débat n'a pas pu aller jusqu'au bout eu égard à la complexité des situations.

C'est alors que le gouvernement décidait de lancer le processus de publication des décrets modifiant les statuts particuliers des enseignants et CPE sans attendre la fin des concertations : ces décrets, spécifiques pour chacun des corps concernés, supprimaient toute référence aux IUFM et à la formation professionnelle dans certains corps, tranchaient sur l'élévation du niveau de recrutement et la place du concours en M2 et comportaient pour certains corps d'autres dispositions, débordant la seule question de la formation et du recrutement (conditions d'affectation par exemple)..

Cette situation amenait à des positionnements parfois différents des syndicats en fonction de leurs mandats. La FSU et ses syndicats (SNES, SNUIPP, SNEP, SNUEP) organisèrent dans un premier temps le boycott

Fenêtre B

A l'heure de réductions massives de postes aux concours et de réformes régressives dans l'éducation, la décision de « mastériser » les futurs enseignants et de reculer l'année de recrutement (par des concours modifiés) ouvre grand les portes d'une précarisation plus grande des métiers de l'enseignement et aura de lourdes conséquences pour les IUFM, les étudiants, les formateurs. C'est ce qui aurait dû guider la FSU et tous ses syndicats enseignants dans les discussions avec le ministère.

Au contraire, de graves divisions internes, notamment sur la place du concours par rapport au master, ont bloqué une vraie dynamique fédérale de contestation des projets Darcos. Pire, sans tenir compte des positions du SNESUP pourtant directement concerné, la FSU et ses syndicats enseignants (SNES-SNEP-SNUipp-SNUEP) qui siégeaient au CTPM du 28 mai 2009 n'ont pas su (ou voulu) s'opposer fortement au gouvernement. Ainsi dans un contexte marqué par la volonté du gouvernement de passer en force sur tous

du CTPM du MEN – auquel le SNESUP n'est pas représenté – pour refuser le passage en force. Mais lorsque celui-ci fut de nouveau convoqué, il ne fut pas possible de parvenir à une position identique sur le vote pour l'ensemble des textes ; la délégation vota donc sur chacun de ces textes en fonction des mandats déterminés par les syndicats représentant les corps concernés et présents dans cette instance : aucun texte ne reçut de vote favorable ; certains firent l'objet d'un vote en contre et d'autres en abstention ou refus de vote. Il ne faut pas se cacher que cette situation jeta le trouble, notamment parmi les universitaires et les formateurs. Le CDFN ne put aboutir sur cette question, ce que nous regrettons. Cette situation n'enleva cependant rien à la détermination de la FSU de continuer à exiger la non publication des textes (c'est pour cela qu'elle boycotta le CSFPE) et à obtenir l'abandon de la réforme en l'état.

les dossiers au mépris des mobilisations et de l'opinion des personnels, alors qu'en pleine lutte dans les universités, les IUFM, les personnels - avec les syndicats de la FSU dans l'enseignement supérieur et la recherche - et les étudiants avaient créé un rapport de force favorable, alors que le mandat fédéral d'« abandon de la réforme » imposait de voter en contre sur tous les décrets, la FSU a donné lors du CTPM l'occasion au gouvernement, par des votes divergents selon les décrets, d'exploiter cette division. La crédibilité de la fédération s'en est trouvée entamée. Le CDFN se retrouva bloqué sur cette question. Même si la FSU a ensuite continué à revendiquer l'abandon de la réforme, le mal était fait et le nouveau ministre n'hésita pas à passer en force en publiant les décrets pendant l'été.

Partie VIE FEDERALE

Fenêtre A

Le rôle d'une fédération comme la FSU est de dépasser la simple addition de syndicats pour construire des synthèses et des convergences. C'est d'autant plus indispensable que nous sommes confrontés à de plus en plus de questions transversales et que la situation économique et sociale, la réorganisation de l'état, l'évolution des règles et des statuts nécessitent des adaptations complexes. Cela nécessite un bon fonctionnement du fameux « trépied » syndicats, sections départementales et régionales, tendance. Mais cette construction pour être légitime et surtout efficace, implique le respect des positions élaborées par chacun des syndicats nationaux concernant les personnels qu'il syndique parce qu'ils sont en prise avec les réalités professionnelles de chaque secteur. Tout cela est source de débats voire de tensions mais constitue sans doute une des forces et des richesses de la fédération. Il importe donc d'améliorer son fonctionnement en tenant compte de tous ces principes, mais aussi de la complexité et de la diversité des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Fenêtre B

La FSU est bien plus qu'une « fédération de syndicats nationaux »... Elle a été voulue comme un outil syndical novateur, pluraliste, vraiment fédéral. Au nom de la défense, légitime, des mandats des syndicats nationaux, certains cherchent systématiquement à réduire la vie fédérale à un simple inter-syndicalisme, favorisant les tentations de corporatisme des « très gros » syndicats enseignants et limitant les capacités d'action de la fédération. On l'a vu récemment sur la « mastérisation », les élections à la territoriale ou sur la « revalo » des enseignants... et cela alors que la stratégie gouvernementale, la RGPP notamment, exige plus que jamais un syndicalisme de transformation sociale fédérateur et unitaire. On voit quotidiennement combien les Sections départementales, les structures régionales, la FSU dans toute ses diversités et richesses, ont besoin de travail transversal et de renforcer le fédéral face aux modifications profondes de l'État et du monde du travail. Sauf à être conduite à l'impuissance, la FSU ne peut être réduite à l'addition de syndicats nationaux.